

La démocratie dans tous ses états

Jacqueline Barus-Michel

DANS **LE JOURNAL DES PSYCHOLOGUES** 2007/4 n° 247 , PAGES 18 À 22
ÉDITIONS **MARTIN MÉDIA**

ISSN 0752-501X

DOI 10.3917/jdp.247.0018

Date de mise en ligne : 01/12/2010

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-journal-des-psychologues-2007-4-page-18?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Martin Média.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.



Professeur émérite
Université Paris-VII
Laboratoire de
changement social
de Paris-VII

La démocratie dans tous ses états

Jacqueline Barus-Michel

Nous vivons en démocratie sans nous poser beaucoup de questions. Mais de quels héritages, de quelles valeurs, de quels leaders, nous vient cette construction vouée à être critiquée ? Si la démocratie est incertaine par les moyens qu'elle utilise, soumise aux déviations par les stratégies de pouvoir et les intérêts particuliers, il reste que, à travers ses propres contradictions, la démocratie soutient son idéal, toujours vivant.

Une façon d'interroger les rapports du psychique et du social pourrait être de se demander ce que le politique a à voir avec la psychologie ou encore, plus précisément, pour nous qui vivons, en principe, en démocratie : celle-ci correspond-elle à quelque chose dans le psychisme et, inversement, comment et dans quel sens en est-elle affectée ?

Une histoire résurgente

Dans l'histoire de l'humanité, il y a peu d'exemples de sociétés grandes ou petites qui se soient dotées d'un régime démocratique. Quand on en appelle à la Grèce, il s'agit d'Athènes, et cette démocratie ne concernait que quelques milliers de « citoyens » ; elle était fondée sur une idée de l'homme (mâle, adulte, vertueux, libre et courageux), construite sur une vision du monde structurée, un socle de traditions qui avait stabilisé les rapports, statuts, modes d'échange et pratiques, enfin sur un idéal de maîtrise équilibrant plaisir et sagesse (épicuriens et stoïciens).

L'idée de démocratie était bien là, mais dans les faits elle était assez éloignée de ce que nous entendons par là et dont nous faisons l'expérience aujourd'hui.

On a connu des républiques dans les sociétés occidentales (Venise, Florence) dont le fondement était marchand, c'est-à-dire où leur prospérité permettait à de riches familles de marchands de prendre le pouvoir et de constituer une aristocratie dominante. Ce n'était pas des démocraties, même si leurs chefs s'appuyaient sur des Conseils, eux-mêmes constitués par des riches et des figures tutélaires (anciens). Les élections étaient l'aboutissement de stratégies entre familles ou clans pour amener aux fonctions d'autorité les garants du parti le plus fort pouvant faire figure de sages, c'est-à-dire apaiser ou juguler les conflits (processus assez comparables à l'élection papale).

De toutes les façons, un conseil ou même une assemblée n'est pas un critère suffisant pour parler de démocratie. Les monarques ont su s'entourer de conseillers et d'assemblées qui ne

s'opposaient à eux qu'aux moments où elles prenaient appui sur « le peuple », c'est-à-dire sur une population plus ou moins manipulée qui, par la menace de violence aveugle qu'elle représentait, leur conférait assez de pouvoir pour contrebalancer le monarque ou le despote.

L'histoire ancienne ou récente a connu des communautés, souvent des minorités marginalisées, parfois des groupes menés par des idéalistes, qui s'organisaient en sortes de phalanstères pour expérimenter des rapports de pouvoir et de partage nouveaux. La plupart du temps, ces communautés ne survivent pas à la pression des sociétés dont elles se sont détachées, ou bien des meneurs inspirés font durement prévaloir leur vision sociale et exercent des formes de pouvoir fondées sur une autorité de type patriarcal qui peut aussi bien dégénérer en despotisme (les premiers chrétiens versus l'Église, expériences anarchistes, premiers Soviétiques...).

La démocratie est réapparue dans les faits en Occident, au XIX^e en Amérique du

Nord (objet de réflexion de Tocqueville) et en Europe de l'Ouest. Elle s'est affirmée au xx^e pour devenir l'idéal politique qui devrait s'imposer à tous, auquel tous les peuples aspireraient, et que Bush, président des États-Unis, veut apporter et administrer comme modèle aux malheureux États qui la méconnaissent.

Pour le reste du monde, géographie et histoire convoquées, on ne voit que régimes autoritaires, qui peuvent se décliner en termes de paternalismes, despotismes, totalitarismes, quels que soient les intitulés qu'ils se donnent.

L'idéal démocratique aurait été réveillé par les Lumières, accouché aux forceps par la Révolution française, encore que ce soit le drapeau de la République et de la Nation qui soit alors brandi. Les idées force de liberté, d'égalité, de fraternité, les notions de droits de l'homme, de justice, marquent toutes la volonté de donner (« restituer » puisqu'il en émanerait naturellement) le pouvoir au *demos*, c'est-à-dire au peuple. Ce peuple serait constitué par les individus membres d'une même nation, formant un tout solidaire doué de volonté, ayant en tant que tel vocation à partager le pouvoir, c'est-à-dire à prendre les décisions concernant la *polis*, la gestion de la chose publique, de la nation. La démocratie est fondée sur la notion de « peuple », mais ce sont les individus, les « citoyens », qui ont effectivement accès à la parole sociale, le peuple en tant qu'entité, que tout solidaire, ne pouvant se manifester concrètement et restant à l'état de fiction. Seuls les individus sont en mesure de dire leur volonté, ou des groupes, qui ne représentent jamais que partie d'une unité irréalisable et s'expriment eux-mêmes par la voix de leurs représentants.

Pulsion et sublimation

On peut dire que l'imaginaire constitue l'essence même du politique ou mieux de la démocratie qui en est l'expression idéalisée. Non seulement le politique suppose l'imaginaire (l'imaginaire instituant selon Castoriadis [1975], et l'imaginaire leurrant selon Enriquez [1972]), mais cet imaginaire et ses manifestations concrètes, souvent violentes, témoignent d'une énergie mobilisable chez les individus visant l'objet politique, le pouvoir. On peut dire aussi que le conflit est inhérent à cette impossibilité de jamais former une unité réelle. Le politique est alors

doublément investi selon des lignes de force où l'on peut reconnaître la bipolarité des pulsions de vie (construction, union) et des pulsions de mort (dissociation, déchirement). La démocratie est une formation politique instable (historique), issue des intrications du psychique et du social, de l'individu et de la société, elle est, en tant que construction, vouée à être conflictuelle.

De quoi émane cette exigence de fabriquer une société dont le pouvoir serait déposé en chacun des individus qui la composent ? On peut y voir, dans notre culture occidentale, d'abord l'héritage gréco-romain, autrement dit une *imprégnation culturelle*, persévérant à travers les siècles, à travers le rapport à la langue pour le commun et les références savantes chez les plus portés à la réflexion (penseurs, hommes de science, artistes...). S'est ensuivie l'éclosion d'idées partagées, travaillées et proclamées par les philosophes (Lumières), selon un *processus de sublimation* actif dans des groupes formant une sorte d'avant-garde sociale. Il s'agit sans doute d'un effet culturel souterrain venu à se cristalliser dans une catégorie sociale prédisposée par des conditions historiques (vacuité aristocratique entre autres).

Ces idées ont été reprises par des *meneurs* révolutionnaires décidés à les mettre en pratique à la fois par générosité, par ardeur utopiste, par ambition et par soif du pouvoir (la générosité se transformant en volonté de conquête, puis, plus ou moins rapidement, en accaparement du pouvoir, voire en despotisme féroce). Chez eux se retrouvent mêlés les élans émotionnels projetés sur le social, un certain narcissisme, l'agressivité et l'appétit de possession. Les meneurs sont des individus placés à la jointure entre les penseurs et une effervescence pulsionnelle anonyme, à laquelle ils fournissent une figure d'identification pour susciter ou exploiter ses passages à l'acte en action politique.

Cet héritage structurant au niveau culturel, ces élaborations sublimantes d'un groupe privilégié, ces mises en actes orientées par des individualités, n'auraient pas d'effets politiques spécifiques s'ils n'étaient portés et habités par un *élan basique*, comme remonté des profondeurs sociales réclamant avec de plus en plus de force, par à-coups ou avec constance, l'accès à... la lumière non celle des philosophes, mais celle du jour, de ce que la vie peut offrir, le partage du nécessaire, du

suffisant et du superflu. Cette aspiration n'émanant d'aucune structure définie ne trouve pas d'expression ni de formalisation en soi. Castoriadis (1999) recourt à la notion « *d'imaginaire instituant* », sans qu'on sache comment celui-ci se constitue : il se présente comme un complexe de culture et d'aspiration à construire de l'unité, mais, pour se tramer en imaginaire et pour être à proprement parler instituant, il faut déjà qu'il ait trouvé des formes d'expression où il puisse être identifié et perçu à l'œuvre. Comment ne pas le confondre alors avec ce (ou ceux) qui lui donne son expression ? Ne s'agit-il pas plutôt d'une « *poussée de la société* », expression employée par Castoriadis lui-même (*ibid.*) ? Le terme de « *poussée* » renvoie à la notion de pulsion, c'est-à-dire d'une énergie née de la proximité psychique et vivante d'hommes partageant le même destin par le fait de la géographie, de la langue et de l'histoire. Cette solidarité spatio-temporelle chaotique mais cohésive, en dehors de laquelle il n'y a ni homme ni société possible, est assimilable à une pulsion sociale (Barus-Michel J., 1991), en tant que telle, sous-jacente à toute société quels que soient la forme qu'elle prendra et le régime qui y sera adopté ; elle préexiste cependant à ces formes. En cela, elle n'est pas pulsion ou poussée « de la société », mais une charge énergétique coexistante de cette solidarité spatio-temporelle des individus. Si l'on écoute encore Castoriadis (*op. cit.*), on y retrouve « *Ce "tous", anonyme et indéfini... la possibilité "abstraite" de continuer la vie sociale comme telle* », ou encore ce que j'ai appelé ailleurs (1987) le « *Nous* », aussi bien ce « *Peuple* » dont j'ai déjà parlé, qui est donné comme transcendant aux individus censés le composer.

La pulsion sociale est toujours là, unifiante et destructrice à la fois, comme irréductiblement liée à l'existence solidaire des individus, condition nécessaire à ce que perdure le social. Elle demeure à l'état de charge énergétique souvent latente, comme endormie, tantôt débordante et même explosive. Elle est parfois le soutien muet d'un ordre social qui la satisfait et ne lui laisse d'exutoire que les déviances individuelles (sociétés traditionnelles, froides, selon Lévi-Strauss). D'autres fois, dans les sociétés chaudes en proie aux soubresauts de l'histoire, elle explose dans des émeutes ou des révoltes sporadiques, utilisées ou réprimées avec violence.

La conjonction d'un héritage culturel, d'une pensée idéalisante, de personnalités charismatiques propres à les incarner, avec cette formidable pulsion sociale, enfante le politique et les formes construites de la démocratie. L'un de ces trois termes peut venir à manquer et affaiblir la cohésion sociale comme la dynamique démocratique, faire crise. C'est en s'appuyant sur cette conjonction que la démocratie poursuit l'autonomie des individus en même temps que leur participation égale la gestion de la société, c'est-à-dire le partage du pouvoir politique. À travers l'idée démocratique, la pulsion peut devenir une force constante et en quelque sorte assagie. Elle soutient alors l'option démocratique selon les voies que celle-ci lui ouvre : exigences d'égalité, de liberté, d'expression et de justice qui vont entraîner, cette fois logiquement, les notions d'universalité des droits en même temps que de respect de l'individu.

On voit là s'amorcer les contradictions qui font la fragilité de la démocratie, ou encore, comme dit encore Castoriadis, son tragique.

Contradictions et paradoxes

L'idée de démocratie est réapparue dans le monde moderne des siècles après « le miracle grec », fruit d'une gestation relativement longue et chaotique, elle a fini par installer une nouvelle culture, l'habitude des libertés et des droits, le principe d'un pouvoir élu, tenu de rendre compte. Le décroissement social a creusé un lit où l'exigence sociale, devenue exigence d'un partage égalitaire, s'est épanchée au rythme des crues et des basses eaux. Des philosophies, idéologies ou doctrines nouvelles (marxisme, socialisme, libéralisme, capitalisme...) sont venues tantôt exciter son débit, tantôt l'endiguer ou la pervertir. La démocratie a fini par apparaître comme le régime « normal » du politique, jusqu'à ce que n'en soit plus perçu son caractère quasi exceptionnel à travers époques et sociétés, ni sa fragilité, l'une et l'autre en faisant pourtant une véritable utopie.

Freud, peu confiant dans l'efficacité d'un Eros civilisateur, pensait que « *L'État idéal résiderait naturellement dans une communauté d'hommes ayant assujéti leur vie instinctive à la dictature de la raison.* » Pour cela, ajoutait-il, il faudrait « *former une catégorie supérieure de penseurs indépendants, d'hommes inaccessibles à l'intimidation et adonnés à la*

recherche du vrai, qui assumerait la direction des masses dépourvues d'initiative¹ ». Ces lignes reflètent un pessimisme politique qui nous mène loin de la démocratie ! Comme si celle-ci n'était pas plus crédible que le régime communiste pour juguler les instincts brutaux contraires à tout esprit de justice ou de partage pacifique (Freud S., 1929).

Il y a beaucoup de raisons de penser la démocratie incertaine.

D'abord les contradictions propres à l'idée elle-même. Le peuple n'est qu'une vision idéale, imaginaire et symbolique, en réalité assemblage de diversités irréductibles. Il ne peut jamais présenter une quelconque unanimité. D'où le recours obligé à des concepts et moyens divers pour définir et rendre opérationnelle sa « volonté », tels que majorité, alternance, représentation, délégation... qui tous ont pour effet de confier le pouvoir à un groupe ou une personne qui se l'approprient et l'exercent sans souci de ceux qui le leur ont confié, tandis que les autres en sont frustrés ou forment des catégories d'exclus. Les conflits s'en trouvent entretenus de façon chronique avec pour enjeu le pouvoir confisqué. Cynisme, déviations ou même violences servent d'exutoire à ceux qui souffrent, à tort ou à raison, d'avoir été dupés ou de subir un pouvoir à jamais hors de portée.

Certes, toute vie politique est fondée sur le conflit, mais la démocratie prévoit par principe d'en faire un débat au cours duquel tous pourraient s'exprimer (l'*agora* chez les Athéniens), ce qui s'avère impossible, d'autant que « le peuple », dont les frontières sont remises en question par les « exclus », présente une inflation démographique et se compte en millions. Les lieux de débat sont hétéroclites, sans communications entre eux (réunions, émissions, forums...) et, surtout, les propositions qui en émaneraient ne remontent que rarement jusqu'au décideur. Les débats servent à faire ou consolider l'opinion de chacun qui sera condensée dans un bulletin de vote individuel et laconique (un nom ou un autre, un oui ou un non).

Les lois sont censées réguler et stabiliser le système pour que le pouvoir ne soit pas approprié ni mis au profit de ceux qui ont été désignés pour l'exercer un temps, fictivement au nom de tous. Mais les lois qui assurent la fonction symbolique et qui sont le fruit d'un imaginaire universel idéalisant (le droit, la justice, la liberté...)

deviennent dans leur application la proie de versions imaginaires particulières (interprétations partisans) et de la réalité des intérêts et jeux de pouvoir (faire voter à l'arraché, sortir le 49.3, tourner la loi, lui faire dire ce qu'on veut, en différer l'application...). La loi, qui devrait être la clef de voûte symbolique, le garant des valeurs et des principes, est aux mains des individus ou des groupes (dits « de pression ») pour réaliser leurs scénarios propres. Peut-il y avoir de la loi qui soit pure de toute emprise des intérêts et des désirs ? Ainsi en vient-on à ces *déviations* de la démocratie qui pourraient en paraître l'inverse si elle avait jamais été autre chose qu'un idéal hors d'atteinte. Extrémismes, corruptions, falsifications, abus de pouvoir, engendrent perte de confiance et absentéisme, une sorte d'*aphanisis* politique aux moments où « le peuple » est censé prendre la parole. À moins que les mécontentements et revendications de minorités brimées ou de majorités bernées se fraient la voie vers le pouvoir par la force ou la violence. Est-ce la démocratie qui reprend vigueur par des retours à l'exigence pulsionnelle de justice ou ne risque-t-elle pas perpétuellement de basculer dans les reprises en main d'une autorité génératrice de répressions ? Le peuple, en son manque à être un, ne veut-il pas, comme le flux est capté par le fossé creusé, suivre et aimer un conducteur, se reconnaître en un Père sévère ?

La démocratie semble s'épuiser dans les paradoxes de l'hypermodernité. L'économie, les lois du marché, la course au profit, prennent le pas sur le politique et régissent le social. L'argent est devenu symbole de toute chose, et tout est marchandise. La nécessité d'une croissance dont on ne voit pas les limites entraîne une surexploitation et un épuisement des ressources, de là un appauvrissement à court terme des populations démunies, à moyen terme des pays qui se croient riches. Les démocraties qui prétendent garantir les libertés et prônent la tolérance sont débordées par les excès et contraintes à fermer leurs frontières. Les sociétés qui sont les héritières des Lumières s'étourdissent dans les jouissances que leur dispensent les technologies et les médias, et perdent repères, limites et sens. Les citoyens sont devenus des consommateurs, se définissent par ce qu'ils achètent et possèdent ou convoitent.

Ces démocraties qui ont porté haut les valeurs d'universalité en termes de droits

et de singularité, en termes de sujet, révoltent les sociétés traditionnelles autant par une prétention qui tend à destituer les souverainetés que par leur libéralisme agressif ; elles suscitent dans ces sociétés un durcissement défensif voire offensif, qui va du communautarisme au terrorisme.

L'utopie vaine et nécessaire

La démocratie est fragile, les démocraties sont en crise, victimes d'un imaginaire narcissique qui les a fait se prendre pour les incarnations, dans une réalité qu'ils croient irréfutable, d'une norme politique. Or, elle n'est jamais qu'une utopie, ce qui veut dire qu'elle est un idéal ou un rêve, toujours à construire et toujours à déconstruire, jamais réalisé. C'est un héritage imaginaire de l'Occident qu'il peut se donner pour tâche de faire vivre, à condition de comprendre qu'il choisit, ce faisant, de convertir sans cesse le conflit en débat, de sans cesse inventer les lois et les arracher aux avidités de pouvoirs qui se reconstituent hors de tout partage. L'utopie est une construction constante de l'impossible.

Selon Castoriadis, « *La démocratie est un régime qui s'auto-institue explicitement de manière permanente.* » (Op. cit.) Mais cela veut dire que l'on a, de manière quasi intemporelle, inscrit dans les lois cette auto-institution, et l'on se retrouve dans le cercle infernal du paradoxe. De même, quand il m'échappe comme plus haut de dire « *L'Occident a pour tâche* » ou « *doit comprendre qu'il choisit* », qui est cet Occident sinon les dirigeants assurant le législatif, l'exécutif et le juridique (prétendument séparés), sortis des urnes ou nommés sur compétence ou par choix régaliens ? Il n'y a pas de régime, aussi démocratique qu'il soit dans ses principes et sa constitution, qui ne soit la proie des stratégies de pouvoir, des intérêts particuliers, dès ses commencements et dans ses prolongements.

Autant dire que la démocratie reste une utopie « tragique » qui ne se survit que de la conjonction miraculeuse évoquée au début, à laquelle cependant il faut maintenant ajouter l'*habitus*, cher à Bourdieu. Malgré de graves rechutes (signe de la fragilité), cela fait assez de temps que les membres des nations occidentales ont intériorisé les

1. Pourquoi la guerre ?,
Lettre à Albert Einstein 1932, trad. fr.
in *Revue française de psychanalyse*,
n°2, nov.-déc. 1957.

valeurs démocratiques, en ont fait leur norme et assez de temps que les exigences pulsionnelles y ont trouvé des objets. La démocratie tend à devenir une seconde nature de l'individu occidental.

Les citoyens trouvent de plus en plus dans la vie associative un moyen de contourner les pouvoirs institués pour faire valoir une dynamique démocratique active.

Enfin, les voies de la modernité offrent (on retrouvera là aussi le paradoxe) des moyens concrets à la démocratie. La séparation des pouvoirs prônée par Montesquieu est sûrement une garantie indispensable, mais elle contribue néanmoins à constituer des blocs de pouvoir, se contrebalançant certes réciproquement, mais n'en concentrant pas moins leur pouvoir de façon à l'administrer et en user, plus qu'à le mettre à disposition. La presse est un quatrième pouvoir, mais, sous quelque forme que ce soit (journaux, radio, tv), elle informe un public seulement en position de réception. Avec l'avènement d'Internet, c'est le contraire, une parole profuse circule sur la Toile, tout un chacun prend la parole, entre dans le débat. Au début, dans le désordre complet et sur un mode ludique ou futile, mais de plus en plus ce désordre s'organise, des sites, des associations, des clubs, des comités se créent, drainant l'expression sans la confisquer et finissant par peser en termes de mouvements d'opinion sur les instances jusqu'ici sourdes, qui se réservaient parole et pouvoir.

La pulsion sociale se fraye sur la Toile de nouvelles voies, et la démocratie trouve à se concrétiser. La culture, sous les formes de la technologie hypermoderne, vient au secours de la démocratie, les internautes, citoyens reconnus ou individus aux marges, investissent ce qui devient un organe de pouvoir, parlent, proposent, créent, inventent les nouveaux modes de socialité dans la liberté et l'égalité. Les pouvoirs institués sont à leur tour contraints d'écouter, de répondre et de proposer. Ils s'en inspirent pour leur propre façon de communiquer. La culture du Web a pris le relais de la culture gréco-latine pour fortifier la démocratie. Certes, la démocratie sur Toile connaît et connaîtra des déchirures, elle aussi est la proie des contradictions. Désinformation et perversion la contaminent déjà.

De paradoxe en paradoxe, de déviations en déviations, la démocratie restera peut-être un idéal vivant. Malgré les apparences, les errances dans les déserts de l'Irak, malgré

les malversations de vedettes politiques, les combats de chefs dans l'arène des médias, les discours creux, les petites phrases qui font choc, les promesses électorales jamais tenues, la starisation des hommes politiques, l'avidité pour leur vie privée, malgré les inerties de la bureaucratie, le capitalisme sauvage, les délocalisations, les plans sociaux qui n'en sont pas, l'univers de la publicité et des images qui obstruent la capacité de penser en formatant nos fantasmes, malgré l'ère du jetable, la fuite des cerveaux, le refoulement des pauvres et des étrangers, la consommation à tout-va, la criminalité de plus en plus violente, malgré la pollution, le trou de la Sécurité sociale, les prisons pleines, les hôpitaux fermés, la pénurie de médecins et d'infirmières, malgré les erreurs judiciaires, le chômage, l'insécurité, la vie chère, l'endettement des particuliers et de la France... malgré tout cela, la démocratie n'est peut-être pas un vieux machin essoufflé, tant qu'on y croit et que demeure une exigence de liberté et de justice (elles-mêmes sujettes au paradoxe !).

Et puis, il y a ceux, individus ou groupes organisés, non des meneurs mais des références, qui poursuivent ce que j'ai appelé la « guerre du symbolique ». Cette guerre a pour munition, pour terrain et pour stratégie la culture de la pensée

critique et inventive, elle se poursuit à travers l'effort d'individus et de groupes, encouragés ou entravés par l'État, effort d'investissement dans l'information, l'expression et la création artistique, l'éducation et la recherche. On s'aperçoit encore que la technologie dont s'emparent les jeunes n'est pas qu'un nouvel et assourdissant assommoir, mais véhicule aussi de la créativité et de la solidarité. Certes institués, les comités d'éthique offrent un champ de réflexion sur ce que doit choisir l'homme pour son devenir. Tout cela représente l'effort d'une société pour se penser, penser ses valeurs, ses finalités et leurs assises. Même s'il ne s'agit que de l'œuvre d'un petit nombre, c'est une contribution indispensable à la survivance de l'utopie démocratique. Ce petit nombre donne la main malgré l'éloignement apparent aux internautes qui « chatent » sur la Toile ; ils donnent corps les uns au sentiment politique, les autres à la pulsion sociale, si voisins.

Pour qu'il y ait démocratie, il faut que marche de pair la culture (ses objets et ses moyens), des personnalités de référence, et la pulsion sociale. Mais il faut savoir que l'abîme au fond duquel il y a le père qui nous tend ses bras d'étrangleur est toujours prêt à s'ouvrir sous nos pas trébuchants. ■